



# Académie des sciences d'outre-mer

## Les recensions de l'Académie <sup>1</sup>

**Lettre ouverte à mes compatriotes de l'Hexagone / Victorin Lurel**

**éd. A. Colin, 2012**

**cote : 58.465**

À l'époque de la publication de cet ouvrage, M. Victorin Lurel était député et président de la région Guadeloupe. Aujourd'hui ministre de l'Outre-mer du gouvernement Ayraut, sa *lettre ouverte* est d'autant mieux ressentie, qu'en deux parties intitulées, d'une part *Réveillez-vous, la France a changé* et, d'autre part, *Continuons à faire entendre la voix de la France dans le monde d'aujourd'hui*, il prend un ton impératif. C'est ainsi qu'au fil de 17 paragraphes, l'auteur expose ses observations et ses modes d'emploi politiques pour une France métissée plus apte à *porter le message d'une nouvelle Europe plus solidaire et d'une mondialisation plus humaine*.

Son regard est celui *singulier, d'un ultramarin qui (nous) observe depuis une île expérimentant la « diversité » depuis un demi-millénaire*. En effet, la France *n'est plus blanche* ! L'auteur comprend que les « blancs » soient troublés par la progressive « mélanisation » de leur environnement. L'histoire de l'esclavagisme et du colonialisme ne doivent pas entraver un *partage d'une mémoire apaisée, ni stigmatisante, ni doloriste, ni victimaire*. Aussi, pour M. Lurel, « fusion » et « laïcité » sont deux concepts qu'il passe au crible, après que nous ayons entendu parler d'insertion, d'intégration, d'assimilation. En tout état de cause, *l'idée d'intégration ne saurait s'appliquer à des populations de nationalité française*. D'ailleurs, *parmi les langues de France, ne faudrait-il pas accorder une reconnaissance officielle au créole sur son territoire*, interroge-t-il, d'autant qu'en matière du destin culturel de l'outre-mer, celui passe également par l'existence de médias indépendants à l'égard de l'outre-mer.

En abordant le problème de l'éducation, l'auteur souligne *qu'aujourd'hui (...) inculquer les valeurs de la République et le « vouloir vivre ensemble » à des enfants venus d'Afrique ou d'ailleurs (...) suppose une mobilisation sans précédent en faveur de l'école publique*. Mais qu'en est-il en Guadeloupe et des DOM en général si l'éducation n'intervient pas face à la violence et la délinquance, en *changeant le paradigme pénitentiaire, sans angélisme mais avec réalisme* et, sans doute face au délitement social chez des habitants *projetés dans un monde nouveau (...) plus dur et plus individualiste* pour lesquels M. Lurel demande à rebâtir une cohésion sociale.



Les recensions de l'Académie de [Académie des sciences d'outre-mer](http://www.academieoutremer.fr) est mis à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 non transcrit](https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/3.0/).

Basé(e) sur une oeuvre à [www.academieoutremer.fr](http://www.academieoutremer.fr).



## Académie des sciences d'outre-mer

Malgré tout, la Guadeloupe est mieux outillée institutionnellement, grâce à la révision constitutionnelle de 2003 permettant aux DOM de produire, dans certaines conditions, la norme juridique dans des domaines réservés normalement à la loi et au règlement gouvernemental. À cet égard, le Président du Conseil régional de la Guadeloupe dit sa satisfaction, notamment concernant la *première « loi » sur l'énergie en 2010*. À cette occasion, il fait constater que *l'imagination institutionnelle est désormais au pouvoir en outre-mer, parce que les douze collectivités ultramarines ont (désormais) douze statuts différents, la vieille dichotomie DOM/TOM ayant vécu*.

Pour continuer à faire entendre la voix de la France dans le monde d'aujourd'hui, comme le recommande M. Lurel, *il faut porter celle-ci dans la mondialisation et briser les digues économiques et financières*. C'est d'autant plus impératif pour la production de bananes qui permet des milliers d'emplois aux Antilles. Aussi, l'auteur *désire-t-il que, sans remettre en question l'économie de marché, la France devrait porter une parole de sagesse de raison et d'espoir, en convainquant Bruxelles et l'OMC*. Si la France a encore un rôle à jouer dans ce monde, *c'est bien celui-là*, conclut-il avant de définir une nouvelle économie sociale et une nouvelle gouvernance économique mondiale, afin selon lui, *de déconnecter des règles perverses d'un capitalisme uniquement financier*. La crise de la mondialisation et la nécessité de mieux « mondialiser », lui fait écrire que *c'est en proposant aux partenaires européens un nouveau modèle, une nouvelle voie*, que cet objectif sera atteint, car spécifiquement, les Antilles ont été *empêchées par le Marché Commun de continuer à vendre leurs bananes aux compatriotes de l'Hexagone, en raison d'une discrimination des goûts des allemands et des espagnols différents de ceux de la France*.

Outre ces liens avec l'Europe, l'auteur remarque qu'il existe aussi *un lien particulier entre l'Afrique francophone et les Antillais, donnant une certaine légitimité à contribuer à la définition d'une relation nouvelle entre la France et l'Afrique*. Dans le cadre de la prise en considération de ces rapports dans la « francophonie », l'auteur déplore – avec nous – la suppression depuis quelques années, du Centre des hautes études sur l'Afrique et l'Asie modernes, *alors qu'il convenait de continuer à donner aux fonctionnaires, une expertise africaine*. Par ailleurs, exprimant là encore ses regrets, en ce qui concerne les opportunités de liens spécifiques, *tel qu'Haïti, seul grand pays francophone des Caraïbes, où la France n'y est que très modestement présente après le terrible tremblement de terre de 2010, alors qu'avec ses collectivités antillaises, elle dispose pourtant d'un réservoir de bonnes connaissances de ce pays et de sa culture, pour l'aider à se redresser et pour y consolider un usage du français, encore diffus et approximatif*.

Dans ce ressenti ultramarin, M. Victorin Lurel, a souhaité *rester modeste, même si certaines idées un peu iconoclastes ou exprimées de manière volontairement provocatrices auront pu (nous) paraître prétentieuses*. Rassurez-vous, Monsieur le Ministre, vous avez écrit une longue lettre ouverte qui permet toutes les ouvertures !

**Raymond-Marin Lemesle**